Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1834.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Accompagnant le projet de loi relatif à l'interprétation de l'art. 137 de la Constitution, concernant les attributions Provinciales et Communales.

MESSIEURS ,

L'art. 28 de la Constitution confère exclusivement au pouvoir législatif le droit d'interpréter les lois par voie d'autorité. Par le projet de loi que nous sommes chargés de vous présenter, nous venons vous proposer de faire usage de cette prérogative constitutionnelle. Aujourd'hui, Messieurs, que l'administration ne peut, par elle-même, détruire ni les obscurités ni les difficultés d'interprétation des lois, et que ses droits se bornent, à cet égard, à donner des conseils, à exposer son opinion; aujourd'hui que des autorités que le gouvernement du Roi ne nomme point concourent avec lui à l'exécution des lois, les lois d'interprétation, en matière de législation administrative, ne doivent point être considérées comme des mesures bien extraordinaires: dans notre régime nouveau, elles sont souvent indispensables. Alors même que le pouvoir législatif aura renouvelé une grande partie des lois destinées à régir notre administration, quelque perfection nouvelle qu'il apporte à leur rédaction, il sera difficile que le sens de chacune de leurs nombreuses dispositions soit fixé pour tous et à jamais, sans que vous-mêmes ayez plus d'une fois été appelés à en déterminer la portée. Une chose, Messieurs, dont il faut s'étonner peut-être, c'est que, malgré les nombreux et inévitables défauts d'une législation transitoire, malgré la position nouvelle où presque toute l'administration du pays a été placée, ce soit, après plusieurs années, la première fois aujourd'hui qu'il nous ait fallu recourir à votre intervention; rendons-en grâce à cet esprit d'ordre qui est le plus sûr appui de la liberté de la Belgique et de sa nationalité, et qui fera toujours le désespoir des ennemis de l'une et de l'autre.

L'interprétation que renferme le projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter porte sur trois points de notre droit administratif actuel, qui

ont été récemment méconnus par des fonctionnaires municipaux d'une ville du royaume.

On a contesté à l'autorité royale les droits que lui conféraient les anciens réglemens provinciaux et locaux. On veut que, depuis l'article 137 de la Constitution qui maintient les anciennes attributions des autorités provinciales et communales, ces attributions soient affranchies des bornes dans lesquelles elles étaient renfermées par le pouvoir royal. Leurs attributions ainsi ne seraient pas *conservées*, mais considérablement *étendues*. Nous ne déduirons pas de cette prétention toutes les conséquences déraisonnables qu'elle renferme. Nous sommes trop sûrs, Messieurs, que vous pensez avec nous que si les administrations provinciales et communales ont conservé leurs anciennes attributions, elles les ont conservées avec les conditions et les limites auxquelles ces attributions étaient subordonnées. En adoptant l'article 1^{er} du projet de loi, conçu dans ce sens, vous ne ferez que suivre l'opinion de toutes les administrations locales et provinciales du royaume, qui n'ont cessé de soumettre leurs actes à l'intervention du pouvoir royal, toutes les fois que, d'après les anciens statuts, il y avait lieu à cette intervention; vous ne ferez que suivre l'opinion de la régence même dans le sein de laquelle une doctrine contraire vient de surgir, et qui jusque-là avait, comme toutes les autres administrations locales, soumis à l'autorité royale ceux de ses actes que les anciens statuts soumettent à cette autorité.

L'article 2 du projet de loi se rapporte à une disposition qui devait laisser moins de doute encore dans les esprits, et qui cependant a été méconnue dans une de ses applications les plus utiles. L'article 8 de l'arrêté du 8 octobre 1830 donne aux gouverneurs le droit d'annuler les élections communales pour irrégularités graves. Sans s'appuyer d'aucune distinction de la loi, on a soutenu que cette annulation ne pouvait avoir lieu que pour défaut de formes. Ainsi les régences pourraient convoquer les électeurs quand bon leur semblerait, sans même qu'il y eût aucune place vacante dans leur sein; elles pourraient, malgré la loi, faire porter le nombre de leurs membres à quarante, cinquante ou plus; de pareilles illégalités devraient être respectées; la sollicitude de la loi se serait attachée, non pas à la légalité des élections mêmes, mais exclusivement à la légalité de leurs formes. Nous n'avons pas besoin d'insister davantage pour faire justice devant vous d'aussi inconcevables sophismes.

L'article 3 du projet ne fait qu'exprimer formellement, à l'égard des deux dispositions précédentes, la conséquence naturelle de toute disposition interprétative. Se bornant à expliquer le sens d'une loi ancienne, sans statuer rien de nouveau, la loi interprétative remonte, quant à ses effets, à la même date que la loi qu'elle interprète. La légitimité de cette conséquence de l'interprétation par voie d'autorité, qui n'admet de limite, même pour les intérêts privés, qu'en ce qui concerne les jugemens rendus en dernier ressort et les transactions privées, est évidente aux yeux du simple bon sens. Si elle pouvait être contestée, Messieurs, nous apporterions à son appui l'autorité unanime des

jurisconsultes les plus célèbres, celle des auteurs même du Code civil et de la cour de cassation de France.

L'article 4 du projet de loi concerne l'interprétation de l'article 57 du règlement des régences. Vous savez, Messieurs, qu'en vertu de l'article 53 du règlement des régences des villes, le roi seul a le droit d'accepter ou de refuser les démissions des bourgmestres et échevins. On peut se demander si une telle disposition n'est pas virtuellement abrogée par l'arrêté du gouvernement provisoire qui a rendu électives les fonctions de bourgmestre et d'échevins. Il paraît que plusieurs conseils de régence l'ont cru, et ont pensé avoir le droit de recevoir les démissions de leurs bourgmestres et échevins. Aucune disposition existante cependant ne leur donne bien expressément ce droit; tout au moins faut-il reconnaître qu'elles n'ont, pour se l'attribuer, d'autre disposition à invoquer que celle de l'article 57 du règlement, qui parle, non des démissions des *bourgmestre et échevins*, mais de celle *des membres du conseil*. Si donc on peut aller jusqu'à reconnaître ce droit aux régences, on ne le peut qu'en vertu de l'article 57 du règlement, et par conséquent il faut subir la condition à laquelle cet article soumet l'acceptation des démissions, c'est-à-dire l'approbation des États. Faut-il ajouter, Messieurs, combien il serait déraisonnable de prendre moins de précautions, sous ce rapport, envers les démissions des bourgmestres et échevins qu'envers celles des simples conseillers de régence, et combien il est prouvé aujourd'hui que la disposition de l'article 57, qui soumet la décision des régences aux États, est utile et nécessaire? D'accord donc avec l'opinion de votre commission des pétitions, nous vous proposons de décider que le droit d'accepter les démissions des bourgmestres et échevins appartient aux conseils de régence, mais sous la condition de l'approbation des États.

Toutefois, Messieurs, le dernier paragraphe de l'article 4 a pour but de ratifier toutes celles de ces démissions à l'égard desquelles on a pu, dans certaines localités, négliger de faire intervenir les États, alors qu'aucune réclamation n'aurait été faite, soit par le titulaire intéressé, soit par l'autorité supérieure. Renfermée dans ces bornes, cette indulgence pour le passé est sans inconvénient; l'absence de réclamation des intéressés, jointe à l'inaction des autorités supérieures, est une garantie suffisante qu'aucun intérêt n'a été lésé. Il convenait d'ailleurs de fixer la position des fonctionnaires qui, dans de pareilles circonstances, ont été appelés à remplacer les démissionnaires.

Enfin, Messieurs, le dernier article du projet est une disposition nouvelle qui n'a pas le caractère d'interprétation des précédents: il donne au roi la faculté de suspendre les fonctionnaires communaux et provinciaux qui résisteraient à la présente loi, et punit ce délit de la peine de l'interdiction des droits politiques pendant le terme de deux à cinq ans.

Vous sentirez, Messieurs, combien il importe que, lorsque le pouvoir législatif se sera prononcé, l'exécution de la loi soit assurée contre ceux qui seraient assez mal intentionnés pour essayer de l'éluder ou de lui opposer de la résistance. Il vous paraîtra, sans doute qu'il importe à l'intérêt de l'ordre public de pouvoir ôter à de pareils hommes une autorité dont ils auraient

abusé à ce point, et qu'alors même qu'une poursuite aurait lieu devant les tribunaux, les délais inévitables de la procédure rendent la faculté de suspension indispensable.

Le Code pénal, rédigé dans un temps où les libertés locales étaient réduites à de fort étroites proportions, n'a pu prévoir tous les délits auxquels les abus de cette liberté pourraient donner lieu. Aussi vous proposons-nous d'appliquer une peine nouvelle au fonctionnaire qui refusera de se conformer à la présente loi ; c'est celle de l'interdiction des droits politiques pendant le terme de deux à cinq ans. Cette pénalité, Messieurs, ne vous paraîtra pas sévère, et vous penserez sans doute qu'il y a de l'équité dans le choix de la peine, qui consiste à priver de l'exercice des droits politiques ceux qui ont fait de ces mêmes droits un usage aussi indigne et aussi contraire à l'intérêt public.

Cette dernière disposition étant une sanction nouvelle donnée à la loi, et n'ayant, à la différence des dispositions précédentes, aucun caractère d'interprétation, c'est assez dire qu'elle n'est applicable qu'à des faits postérieurs à la promulgation de la loi dont nous vous soumettons le projet.

Bruxelles, le 24 février 1834.

Le Ministre de l'Intérieur,

CH. ROGIER.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD , roi des Belges, à tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur, et de l'avis du conseil des Ministres,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de présenter aux Chambres, en notre nom, le projet de loi dont la teneur suit :

Vu l'article 28 de la Constitution;

Considérant qu'il est utile de déterminer, par voie d'interprétation législative, les droits du pouvoir royal et ceux de l'autorité provinciale à l'égard de l'annulation, de la suspension ou de l'approbation de certains actes des administrations communales ou provinciales, ainsi que le droit d'annulation, conféré aux gouverneurs des provinces par l'article 8 de l'arrêté du 8 octobre 1830;

Dé commun accord avec les Chambres, nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le Roi, les États-Députés et les gouverneurs des provinces ont respectivement conservé et conservent, jusqu'à ce que la loi y ait autrement pourvu, à l'égard de l'approbation, de la suspension et de l'annulation des actes des administrations communales ou provinciales, tous les droits que leur confèrent les anciens statuts provinciaux et locaux.

ART. 2.

En vertu de l'article 8 de l'arrêté du 8 octobre 1830, les gouverneurs des provinces ont le droit d'annuler les élections communales pour irrégularités graves, sans distinction des irrégularités commises avant ou pendant les opérations électorales, et qui vicieraient, soit la forme, soit le fond des élections.

ART. 3.

Tous actes des administrations communales et provinciales ou des collèges électoraux antérieurs à la présente loi, et dont l'annulation ou la suspension a été ou sera prononcée conformément aux articles précédents, seront considérés comme légalement annulés ou suspendus.

ART. 4.

Toute décision d'un conseil de régence qui accepte ou refuse la démission d'un bourgmestre, d'un échevin ou d'un conseiller de régence, est soumise à l'approbation des États-Députés, et ne sort son effet qu'après avoir reçu cette approbation.

Cette disposition s'applique aux décisions antérieures à la présente loi. Néanmoins, sont considérées comme valables et comme suffisamment approuvées celles de ces décisions qui n'ont éprouvé aucune réclamation ou opposition, soit de la part du titulaire intéressé, soit de la part des États-Députés ou du Pouvoir royal.

ART. 5.

Tout membre d'une administration communale ou provinciale qui, sous quelque prétexte que ce soit, aura refusé de se conformer aux dispositions de la présente loi, ou se sera opposé à son exécution, et qui aura, après avertissement ou injonction du gouverneur, persévéré dans son refus ou opposition, pourra être suspendu de ses fonctions par le Roi. Il pourra en outre être poursuivi, et sera puni de l'interdiction des droits politiques pendant deux ans au moins, et cinq ans au plus, sans préjudice des plus fortes peines portées par le Code pénal.

Mandons et ordonnons, etc.

Bruxelles, le 24 février 1834.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

CH. ROGIER.